

"A Corfou, Londres bloque la succession de Delors" dans Libération (27 juin 1994)

Légende: Le 27 juin 1994, le quotidien français Libération commente l'échec du Conseil européen de Corfou (24-25 juin) à l'issue duquel les chefs d'État ou de gouvernement des Douze n'ont pas pu se mettre d'accord sur le nom d'un successeur de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne.

Source: Libération. 27.06.1994. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"a_corfou_londres_bloque_la_succession_de_delors"_dans_liberation_27_juin_1994-fr-888d1dc3-45ae-4d44-81ca-8bd01071fce2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

A Corfou, Londres bloque la succession de Delors

Onze contre un : le continent est-il isolé ? En opposant son veto à la nomination du Premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, à la présidence de la Commission européenne, la Grande-Bretagne entend contraindre ses onze partenaires à trouver un autre candidat qui lui convienne, et démontrer, une nouvelle fois, que rien ne peut se faire sans elle. L'échec retentissant du Conseil européen de Corfou, en Grèce, qui s'est achevé samedi à midi, ouvre en tout état de cause une nouvelle crise communautaire de belle ampleur. Le chancelier allemand Helmut Kohl, qui exercera la présidence de l'Union à compter du 1^{er} juillet, a immédiatement annoncé qu'il convoquerait un Conseil européen extraordinaire le 15 juillet afin de tenter de parvenir à un consensus sur le nom du successeur de Jacques Delors. Les Premiers ministres des pays candidats à l'Union (Autriche, Norvège, Suède, Finlande), qui assistaient au Conseil européen, ont ainsi eu droit à leur première querelle de famille. Un diplomate finlandais en tirait la leçon : « Il va falloir apprendre à être dur dans les négociations. »

La crise s'est nouée au cours du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement, vendredi soir au palais de l'Achilleion. C'est en tête à tête que les Douze devaient choisir le successeur de Jacques Delors, dont le mandat s'achève le 31 décembre. Trois candidats déclarés étaient en lice: Jean-Luc Dehaene, le Premier ministre belge, poulain de l'axe franco-allemand, son homologue néerlandais, Ruud Lubbers - en sursis après son échec aux législatives du 3 mai -, et Leon Brittan, le commissaire européen aux Relations économiques extérieures. Pays-Bas et Grande-Bretagne incitent les autres pays à rejeter le « *diktat* » de l'axe Paris-Bonn, qui a choisi Dehaene sans consulter personne. L'Italie est particulièrement sensible à l'argument, Silvio Berlusconi critiquant à plusieurs reprises la « méthodologie » choisie pour désigner les candidats à la succession.

Pour calmer le débat, le Premier ministre grec, Andréas Papandréou, qui préside le Conseil, propose un vote à bulletins secrets. Résultat : huit voix pour Dehaene, trois pour Lubbers (celles, on l'apprendra plus tard, des Pays-Bas, de l'Espagne et de l'Italie), une voix pour Brittan (celle de la Grande-Bretagne). La situation semble bloquée. John Major, selon l'un des participants, aurait lancé à ses collègues abasourdis : « Il ne faut pas oublier que le poste de président de la Commission est l'un des plus importants au monde. »

Les Douze, ainsi que les quatre Premiers ministres des pays candidats, se séparent vers minuit. Le Luxembourgeois Jacques Santer, l'Irlandais Albert Reynolds et l'Espagnol Felipe Gonzalez regagnent leurs hôtels. Leurs partenaires continuent à discuter dans les couloirs. Ils trouvent que l'échec a été un peu trop vite consommé, et demandent aux Grecs de rappeler tout le monde afin de procéder à un second tour de table. Retour précipité à l'Achilleion, nouveau vote « informel » : cette fois, dix voix se portent sur Dehaene, une sur Lubbers (les Pays-Bas) et une sur sir Léon (la Grande-Bretagne). Il est 1 heure du matin.

La discussion reprend dans la matinée de samedi. Felipe Gonzalez, le président du gouvernement espagnol, trouve qu'il serait temps que quelques candidats se retirent. Ce que fait, « sans ressentiment », Ruud Lubbers, qui s'engage à ne pas bloquer la candidature de son rival belge. « Ma réputation en Europe, c'est de résoudre les problèmes, et je ne veux pas en devenir un moi-même », confiera-t-il. Andréas Papandréou le remercie.

John Major prend la parole. Il annonce le retrait de la candidature de Leon Brittan, avec lequel il a discuté dans la matinée. Puis, en quelques mots, il annonce la crise : « La nomination du président de la Commission nous engage à long terme (...). Le président doit recueillir le soutien clair et la confiance de l'ensemble des Etats membres, sinon, il ne peut remplir cette fonction. Je pourrais participer à un consensus pour la nomination de Ruud Lubbers. Je ne peux le faire sur la candidature de Jean-Luc Dehaene. Ce n'est pas une question de personne ni de nationalité. C'est une position de principe, qui ne changera pas quelles que soient les circonstances. »

Consternation autour de la table. François Mitterrand déclare : « Je crois comprendre que nous sommes en présence d'un veto britannique sur la candidature de M. Dehaene. Personnellement, je suis contre le report de la décision. Je souhaiterais que le vote se fasse sur un principe politique et pas sur des questions de personnes. Je pense que nous sommes dans une situation de crise, et si on ne trouve pas une solution en

juillet, il faudra expliquer pourquoi à nos Parlements nationaux. »

Papandréou s'adresse à Jacques Delors : le temps que l'on se mette d'accord, pourquoi ne prolongerait-il pas son mandat une année de plus ? L'intéressé répond qu'il n'en a guère envie, mais qu'il va réfléchir : « J'en discuterai avec Helmut Kohl le 5 juillet prochain. » La discussion s'effiloche. Papandréou demande un nouveau tour de table. Cette fois, Jean-Luc Dehaene recueille onze voix, Major persistant dans son refus. L'échec est consommé. John Major n'assiste plus qu'épisodiquement au reste des travaux du samedi matin, laissant la place à Kenneth Clarke, son chancelier de l'Echiquier. Le ministre des Affaires étrangères belge, Willy Claes, protestera même devant cette désinvolture affichée.

Après le sommet, c'est l'heure des conférences de presse et des bilans. « Je suis aujourd'hui déçu pour l'Europe », dit Jean-Luc Dehaene. Il explique qu'il reste « disponible », mais rappelle qu'il peut se passer du job de président de la Commission, d'autant que les résultats des élections européennes lui donnent à penser que la coalition qu'il mène sera reconduite lors des élections législatives de l'année prochaine. De son côté, John Major explique les raisons de son blocage : « Jean-Luc Dehaene représente une tradition d'interventionnisme » et il « ne correspond pas à la direction vers laquelle l'Europe est en train d'aller : la libre entreprise, l'ouverture des frontières, la subsidiarité ». Et Delors de déplorer le spectacle donné aux Premiers ministres des quatre nouveaux adhérents.

Quelles sont les solutions à cette énième crise européenne ? « Nous sommes à onze contre un. Ce n'est pas à nous de faire un pas », estimait Alain Lamassoure, le ministre français des Affaires européennes. Tentés d'attendre que John Major ait fini de « bouder dans son coin », les Onze n'excluent pas un choc frontal : « Le temps est peut-être venu... » De fait, la partie de bras de fer ne peut s'achever que par une défaite, celle du continent ou celle d'Albion. « Si on change de candidat, on fait le jeu des Anglais », estime Felipe Gonzalez. Mais on imagine mal John Major cédant avant le congrès du Parti conservateur qui aura lieu en octobre... Reste que le front des Onze n'est guère solide. Pour Silvio Berlusconi, la candidature de Jean-Luc Dehaene appartient déjà au passé, et la crise de Corfou se révélera peut-être comme « positive, si tout cela nous conduit à un très bon président de la Commission ».

Jean QUATREMER et Pascal RICHE